

20220131 Lyon Capitale

<https://www.lyoncapitale.fr/actualite/lyon-a-la-croix-rousse-les-soutiens-des-jeunes-migrants-sont-a-bout-de-souffle>

Actualité



Lisa et Sébastien, deux militants engagés pour assurer les besoins des jeunes migrants logés au squat « Le Chemineur » à Lyon (4e) Photo : Marie Allenou

Lyon : à la Croix-Rousse, les soutiens des jeunes migrants sont à bout de souffle

- 31 janvier 2022 A 07:45
- par [Marie Allenou](#)

Depuis mai 2021 des citoyens de la Croix-Rousse se mobilisent nuit et jour pour assurer les besoins de jeunes migrants, en recours pour être reconnus mineurs. Au total, près de 120 à 130 jeunes sont, de fait, sous leur responsabilité. Leur rangs clairsemés par le covid et épuisés par de long mois de mobilisation, les soutiens sont fatigués.

Il fait enfin chaud au Chemineur. Fin décembre, l'électricité a été rétablie dans le squat de la rue Denfert-Rochereau (4e), pour chauffer la quarantaine de jeunes migrants qui y habitent depuis juin 2021. De la musique s'échappe de la bâtisse et lorsque l'on pousse la porte, c'est un vrai tourbillon. Des jeunes montent et descendent incessamment les escaliers des deux étages, saluent les uns et les autres, zigzaguent au milieu des soutiens et associatifs venus s'occuper d'eux.

Ce jour-là, une salariée de la Croix-Rouge fait le bilan des besoins d'hygiène du squat. *"Du liquide pour le sol on en a plein, par contre il nous manque de la lessive et du liquide vaisselle. Du déodorant, il nous en reste beaucoup, mais on aurait besoin de savon et shampooing"*, déroule Lisa, une des soutiens particulièrement investie dans la vie du lieu. Ces jeunes exilés sont en recours face au juge pour être reconnus mineurs et être pris en charge par

la Métropole. Mais en attendant, ils sont sans moyens de subsistance. *Lyon Capitale* avait consacré un article à leur situation.

Lire aussi : [Métropole de Lyon : ni majeurs, ni mineurs, la galère des jeunes migrants en recours](#)

Mi-janvier, le collectif soutiens/migrants Croix-Rousse, qui s'occupent de ces jeunes, jetait une bouteille à la mer aux institutions locales. Particulièrement touchés par le covid-19, les soutiens n'étaient plus assez nombreux pour assurer les besoins quotidiens. Ici, au Chemineur, mais aussi pour ceux qui dorment encore à la rue, ou ceux logés quelques centaines de mètres plus loin dans un autre squat appelé "chez Gemma" (1er). *"Parmi les soutiens qui n'étaient pas covidés, on était 4 ou 5 au Chemineur, 2 ou 3 chez Gemma et 2 personnes à Paul Bert (un lieu mis à dispo dans le 3e arrondissement par la mairie de Lyon, ndlr). En temps normal, c'est variable selon les périodes, mais on est une trentaine"*, explique Sébastien, un membre du collectif.



Le squat de la rue Denfert-Rochereau où une quarantaine de jeunes migrants en recours sont logés, en juin 2021.

Fin janvier, une aide alimentaire et d'hygiène, assurée par la Croix-Rouge, a été débloquée par la Métropole jusqu'à la fin du mois de février. *"On a demandé à La Croix-Rouge d'intervenir sur une période pour permettre au collectif de reprendre du souffle. C'est de la gestion d'urgence. (...) Les collectifs sont épuisés compte tenu de leur engagement, il faut savoir dire ça, on sait tout ce qu'ils font"*, explique Renaud Payre, vice-président en charge de l'habitat et du logement à la Métropole de Lyon. Un budget pris sur l'aide déjà apporté par la Croix-Rouge dans d'autres sites, notamment des squats conventionnés par la collectivité.

Lire aussi : [La Métropole de Lyon conventionne un squat à Vaise](#)

Une bataille quotidienne

Chaque aide débloquée est pour le collectif une petite victoire. Car elles sont dures à obtenir. Le 5 novembre, le tribunal judiciaire de Lyon a autorisé les exilés et leurs soutiens à rester au Chemineur pendant 14 mois. Une première bataille de gagnée, même si ICF habitat, le propriétaire des lieux, a fait appel de cette décision. Car le bailleur souhaite y construire des logements sociaux. En novembre et décembre, le collectif s'est alors battu pour faire rétablir l'électricité, complètement coupée.

Après plusieurs discussions entre le bailleur et le collectif, et avec l'appui de la Métropole, la lumière a pu briller dans les chambres du Chemineur. Et le chauffage offrir un peu de chaleur. *"On a l'électricité depuis le 23 décembre et ça va quand même nettement mieux"*, reconnaît Sébastien. Les habitants, qui voyaient le thermomètre en chute libre, n'y croyaient plus. *"La fondation Abbé Pierre nous a aidé pour les travaux et a installé des radiateurs"*, développe le militant.

"Parfois les jeunes prennent leur petit dej au Secours Populaire et ils ne mangent plus jusqu'au repas du soir. C'est ric-rac. Combien de fois on nous a appelé en urgence le soir pour aller acheter de quoi manger parce qu'il n'y avait pas suffisamment de nourriture ?", se désole Lisa, une militante présente régulièrement aux côtés des jeunes du Chemineur.

Un soulagement qui n'éclipse pas les difficultés du quotidien. *"Parfois les jeunes prennent leur petit dej au Secours Populaire et ils ne mangent plus jusqu'au repas du soir. C'est ric-rac. Combien de fois on nous a appelé en urgence le soir pour aller acheter de quoi manger parce qu'il n'y avait pas suffisamment de nourriture ?",* se désole Lisa. Elle explique que le collectif doit constamment lancer de nouveaux appels aux dons, pour pouvoir assurer les besoins des jeunes, en plus de la gestion quotidienne.

"C'est de l'organisation, du temps, de l'énergie. C'est fatigant", conclut-elle. Plus qu'une aide ponctuelle, les soutiens demandent surtout que des éducateurs soient mandatés par les institutions pour s'occuper des jeunes, ainsi qu'un logement pérenne.

Des pouvoirs publics locaux sollicités mais limités

Parmi les collectivités les plus sollicitées par le collectif : la Métropole de Lyon. C'est elle qui prend en charge les jeunes une fois leur minorité reconnue. Renaud Payre explique que la collectivité a joué le rôle de "facilitatrice" pour remettre le courant. *"L'électricité avait été complètement coupée. Une armoire de chantier n'était pas alimentée donc il a fallu trouver une solution avec Enedis et ICF (...) Ça a été un engagement important. [L'électricité] a mis 3 semaines au moins à venir mais on y est arrivés et c'était pas mal pour améliorer les conditions de vie dans le squat"*, retrace l'élu.

En 2020, la Métropole a créé "La Station". Ce lieu, financé à 100 % par la collectivité, accueille 52 jeunes en recours pour faire reconnaître leur minorité. Les collectifs réclament un deuxième lieu du genre, à hauteur de 150 places supplémentaires. *"On est environ à 150 personnes [passées à la Station] depuis la création"*, affirme Renaud Payre. *"On travaille à une Station 2, mais on souhaite que l'Etat prenne sa part et on est encore en discussion"*,

ajoute-t-il. Une information que la préfète déléguée à l'égalité des chances, Cécile Dindar avait confirmé à Lyon Capitale en décembre 2021.

"On travaille à une Station 2, mais on souhaite que l'Etat prenne sa part et on est encore en discussion", affirme Renaud Payre, vice-président de la Métropole de Lyon, en charge de l'habitat et du logement social. Une information que la préfète déléguée à l'égalité des chances, Cécile Dindar avait confirmé à *Lyon Capitale* en décembre 2021.

En attendant, les jeunes migrants de la Croix-Rousse bénéficient d'une aide, limitée, de la mairie de Lyon. Dont ce n'est pas vraiment la compétence. Face au froid, les collectifs ont demandé à la mairie du 1er arrondissement un lieu abrité pour faire dormir une quinzaine de jeunes qui n'ont pas trouvé de place en squat. Pour certaines nuits, la maire Yasmine Bouagga (EELV) leur a ouvert les portes de la salle associative "La Marmite". *"C'est ponctuel et lié à la période hivernale. [Le lieu n'est] pas adapté à de l'hébergement. Ce n'est pas satisfaisant mais on est face à une situation qui est humainement grave"*, explique-t-elle.

Samedi 20 novembre, des habitants de la Croix-Rousse ont ouvert un squat place Chardonnet (1e), appelé "chez Gemma", pour loger de jeunes migrants qui dorment dans la rue. Photo : Marie Allenou



La maire du 1er a aussi voulu prendre sa part lorsque le squat "chez Gemma" s'est installé dans son arrondissement, dans une propriété des Hospices civils de Lyon (HCL). *"On a cherché à travailler avec la Ville, les HCL et les voisins, pour que cette occupation se passe le mieux possible. Moi-même je suis allée voir les voisins de l'immeuble"*, développe-t-elle. Mais l'élue préférerait que les jeunes bénéficient de l'hébergement d'urgence, via le 115, géré par la préfecture. Un hébergement dont ils peuvent -en théorie- se saisir, car l'accueil y est

inconditionnel. Complètement saturé, le dispositif ne peut pas les accueillir, malgré les places supplémentaires ouvertes par la préfecture à l'hiver 2021-2022.

Pour l'heure, Lisa, Sébastien, les autres et les jeunes profitent de l'aide apportée par la Croix-Rouge. Sans cesser de revendiquer une véritable prise en charge.

Lire aussi : [Vague de froid à Lyon : 150 nouvelles places en hébergement d'urgence ouvertes](#)

[À la Croix-Rousse, des habitants ouvrent un squat pour loger de jeunes migrants](#)